

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN

2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

MAISON FAMILIALE RURALE DU PAYS NE DE LA MER
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

10, rue de la Palle
SAINT-MICHEL-en-l'HERM (Vendée)

**MAISON FAMILIALE RURALE
DU PAYS NE DE LA MER**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
10, rue de la Palle
SAINT MICHEL-en-l'HERM (Vendée)

Exercice clos le 30 juin 2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Maison Familiale Rurale
Du Pays Né de la Mer

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

A l'assemblée générale de l'Association Maison Familiale Rurale du Pays Né de la Mer,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association la **MAISON FAMILIALE RURALE DU PAYS NE DE LA MER** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « Règles et méthodes comptables » et « subventions d'équipement » de l'annexe des comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations et aux subventions d'investissement de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans ces notes et leur correcte application.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 16 décembre 2025
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
CHRISTOPHE POISSONNET



MAISON FAMILIALE RURALE
DU PAYS NE DE LA MER

Exercice clos le 30 juin 2025

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels

COMPTES ANNUELS

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	804	724
Ventes de biens et services		
Vente de biens		(648)
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	269 754	228 297
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	434 407	420 123
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	9 936	2 415
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	10 688	13 250
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	1	61
Total (I)	725 589	664 221
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	13	
Autres intérêts et produits assimilés	2 477	3 292
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	2 490	3 292
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	418	6 826
Produits exceptionnels sur opérations en capital	11 538	12 059
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III)	11 955	18 885
Total des produits (I+II+III)	740 035	686 398
Solde débiteur = Déficit		
Total général	740 035	686 398

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	53 011	52 816
Variation de stocks	474	(417)
Autres achats et charges externes	174 690	159 720
Aides financières	1 266	
Impôts, taxes et versements assimilés	6 551	5 796
Salaires et traitements	313 447	298 348
Charges sociales	98 609	85 987
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	33 050	29 928
Dotations aux provisions	4 113	3 431
Report en fonds dédiés		
Autres charges	184	177
Total (I)	685 393	635 787
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	68	96
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	68	96
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	521	2 289
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	521	2 289
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	239	0
Total des charges (I+II+III)	686 221	638 172
Solde créditeur = Excédent	53 814	48 226
Total général	740 035	686 398

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

BILAN

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	8 956	8 956		357
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	27 138	11 770	15 368	17 259
Constructions	533 643	532 280	1 363	1 687
Installations techniques, mat. et outillage indus.	61 563	50 486	11 077	15 828
Autres immobilisations corporelles	565 360	362 740	202 619	189 955
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	421		421	409
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	1 197 080	966 232	230 848	225 495
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	4 348		4 348	4 822
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	25 727	5 363	20 364	6 167
Autres créances	16 630		16 630	21 007
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	356 152		356 152	305 512
Charges constatées d'avance	9 852		9 852	6 245
Total II	412 709	5 363	407 346	343 752
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 609 789	971 595	638 194	569 247
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	212 347	164 121
Excédent ou déficit de l'exercice	53 814	48 226
Situation nette (sous total)	266 161	212 347
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	47 049	58 065
Provisions réglementées		
Total I	313 210	270 413
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	5 632	4 008
Total III	5 632	4 008
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 760	14 886
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 405	26 230
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	148 558	128 470
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 153	12 289
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	117 476	112 950
Total IV	319 352	294 827
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	638 194	569 247

ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

ANNEXE

Total du bilan avant répartition 638 194 € **Résultat :** 53 814 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR ST MICHEL EN L_HERM

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901. Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

10 rue de la Palle BP 25 85580 ST MICHEL EN L'HERM

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,

- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,

- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,

- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.

2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

	TYPE DE FINANCEMENT ET EFFECTIFS		
	Ministère de l'Agriculture au 01/10/2024	Apprentissage au 01/01/2025	Formation Professionnelle Continue
• 4ème d'orientation	17		
• 3ème d'orientation	43		
• CAPa Services Aux Personnes et Vente en Espace Rurale	36		
TOTAL	96	0	0
<i>TOTAL N-1</i>	<i>88</i>	<i>1</i>	<i>0</i>

L'association propose ses bâtiments à la location le week-end et pendant les vacances scolaires.

3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association n'est pas propriétaire de ses locaux d'une superficie de 800 m², comprenant 2 salles de cours pour 98 m². L'association ne paie pas de location, mais entretient les bâtiments dans leur globalité. Elle possède également du matériel pour les travaux pratiques (matériel e puériculture, lit médicalisé), une classe mobile informatique ainsi qu'une cuisine pédagogique.

L'association a employé 23 salariés soit 9,86 ETP dont 4,63 ETP en enseignement.

L'association a signé un contrat avec le Ministère de l'Agriculture pour le financement des formations initiales agricoles.

Provenance des financements :

Ministère de l'agriculture (59 %)
Hébergement, restauration, voyages, actions familles (33 %)
Locations, repas extérieurs (5 %)
Taxes d'apprentissage (2 %)
Conseil Régional (1 %)

4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en respectant les règles comptables édictées par le règlement ANC n° 2014-03 et 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue - Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes,
- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3,7 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 32,34 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
 - Inférieur à 10 ans : 0 mois
 - 10 à 15 ans : 0.5 mois
 - 15 à 20 ans : 1 mois
 - 20 à 30 ans : 1.5 mois
 - + 30 ans : 2 mois

5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés : Néant

Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant

Faits significatifs :

Notre association a bénéficié du soutien financier de la Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales de Vendée matérialisé par une aide par une contribution financière d'un montant de 127 327 € afin de réaliser des travaux urgents, le montant utilisé sur l'exercice 2024/2025 est de 9 935,94 €.

Autres informations significatives : Néant

Honoraires commissaires aux comptes : 6 006 €

ANNEXE

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 4 348 €

Etat des provisions clients : cf tableau joint

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan : -

Charges constatées d'avance :	9 851,90	
- Charges d'exploitation :		9 851,90

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents).

Etat des dettes : cf tableau joint

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :	47 578,03	
- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit		
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11 458,89
- Dettes sociales		30 680,84
- Dettes fiscales		5 438,30

Produits constatés d'avance :	117 476,47	
- Conseil Régional subvention fonctionnement		2 140,00
- FDMFR fonds de solidarité 22/23 travaux urgents		114 976,47
- Inscriptions élèves		900,00

ANNEXE

8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

- Etat Ministère de l'Agriculture	416 584,00
- Conseil Régional/communes	8 465,00

Contributions financières :

- FD MFR 85	9 936,00
-------------	----------

Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CVN n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	8 956			8 956
Terrains	27 138			27 138
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	533 643			533 643
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	61 630		67	61 563
Installations générales, agencements et divers	402 155	33 132	492	434 796
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier	70 734		918	69 816
Matériel et outillage d'internat	55 489	5 258		60 747
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	1 150 789	38 391	1 476	1 187 703
Participations				
Autres titres immobilisés	409	421	409	421
Prêts et autres immobilisations financières				
Total des immobilisations financières	409	421	409	421
TOTAL	1 160 153	38 812	1 885	1 197 080

Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	8 599	357		8 956
Terrains	9 879	1 891		11 770
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	528 932			528 932
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	3 024	325		3 349
Installations techniques, matériel et outillage industriels	45 802	4 750	67	50 486
Installations générales, agencements et divers	232 769	20 968	492	253 246
Matériel de transport				
Mat de bureau et informatique, mobilier	60 854	2 659	918	62 595
Mat et outillage d'internat	44 800	2 100		46 900
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	926 059	32 693	1 476	957 276
TOTAL	934 658	33 050	1 476	966 232

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	4 008	1 624		5 632
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges			0	(0)
TOTAL	4 008	1 624	0	5 632

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	3 956	2 489	1 083	5 363
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	3 956	2 489	1 083	5 363
TOTAL GÉNÉRAL	7 965	4 113	1 083	10 995

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Total de l'actif immobilisé			
Clients douteux ou litigieux	5 363	5 363	
Autres créances clients	20 364	20 364	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	40	40	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	14 566	14 566	
Groupes et associés	101	101	
Débiteurs divers	1 924	1 924	
Total de l'actif circulant	42 357	42 357	
Charges constatées d'avance	9 852	9 852	
TOTAL	52 209	52 209	

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	10 760	4 148	6 612	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	28 405	28 405		
Personnel et comptes rattachés	42 835	42 835		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	27 782	27 782		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	77 941	77 941		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	10 801	10 801		
Autres dettes	3 352	3 352		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	117 476	117 476		
TOTAL	319 352	312 740	6 612	

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecart de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves						
Report à nouveau	164 122	48 226				212 348
Excédent ou déficit de l'exercice	48 226	-48 226			53 814	53 814
Situation nette	212 348	-	-	-	53 814	266 162
Fonds propres consommables						
Subventions investissement	58 065		521	11 538		47 049
Provisions réglementées						-
TOTAL	270 413	-	521	11 538	53 814	313 211



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01